

# Communautés durables 2006 de la FCM

## Conférence nationale et Salon professionnel

---

**Centre de conférences du gouvernement**  
**Grand hall**  
**2, rue Rideau**  
**Jeudi 2 février 2006 (8 h)**

Je souhaite remercier la Fédération canadienne des municipalités pour la continuité de l'organisation de la Conférence nationale et du Salon professionnel sur les communautés durables et d'avoir choisi Ottawa pour lieu de rencontre.

Merci également de me donner l'occasion de saluer et de souhaiter la bienvenue aux délégués provenant de partout à travers le monde de la part des résidents d'Ottawa. Vous avez peut-être remarqué des files d'attente dans les boutiques et magasins pour hommes de la capitale – des hommes faisant la file au rayon des cravates – échangeant des cravates rouges pour des cravates bleues.

J'apprécie également le fait que vous me donniez l'occasion de m'exprimer devant la session plénière représentant le Caucus des maires des grandes municipalités.

À titre de gardiens des municipalités, villes et villages, notre défi peut se résumer plutôt brièvement à l'argent, la croissance et le temps.

Nous manquons d'argent, luttons pour la croissance dans les centres urbains en termes d'étalement des banlieues (ou dans les zones rurales, nous luttons contre l'émigration), et avec une infrastructure vieillissant rapidement et des menaces envers notre environnement – le temps peut ne pas jouer en notre faveur.

À bien des égards, les maires et les municipalités sont les serins dans la mine de charbon : et ensemble nous avons pépié haut et fort pendant cinq ans.

Malgré nos appels insistants, nous faisons face à un autre défi : le manque de sensibilisation du public. La cause est principalement l'utilisation de l'infrastructure, laquelle est effectuée au sein de la sphère publique trop souvent méconnue ou éludée que nous connaissons mieux sous le nom de vie de tous les jours. « Toutes les politiques sont locales » – n'a jamais été plus véridique.

Notre infrastructure est ce qui nous permet d'aller du point A au point B, ou ce qui nous permet d'effectuer les tâches les plus élémentaires telles que faire la lessive ou sortir les ordures ménagères. Mais comme nous le savons tous, les municipalités canadiennes ont un déficit d'infrastructure de plus de 60 milliards de dollars. La population ne voit pas vraiment le lien entre un sous-sol inondé ou une alerte au smog avec une situation de crise nationale correspondant à 60 milliards de dollars en durabilité. Et six années se sont écoulées avant que les maires du Canada n'aient envisagé l'idée de trouver une solution. Nous possédons, encore à ce jour, très peu de durabilité.

J'utilise souvent l'exemple qui illustre combien nos citoyens sont dépendants de l'infrastructure municipale – à partir du moment où ils se lèvent le matin, ils prennent le tout pour acquis.

- Allumer une lumière – Hydro Ottawa

- Ouvrir le robinet pour se brosser les dents – Usine de filtration de l'eau
- Tirer la chasse d'eau – Une usine d'épuration des eaux usées d'un milliard de dollars
- Sortir par la porte de devant – Trottoir, infrastructure de la route, systèmes de gestion de la circulation
- Prendre l'autobus – Transport en commun
- Terrains de soccer, centres communautaires, arénas, police : et en Ontario, ambulances, santé publique et autres.

Discuter de tuyaux, d'égouts et de routes n'éveille pas particulièrement l'intérêt du public, et cela ne semble pas constituer une crise nationale.

Et dans les villes comme Ottawa, à l'exception peut-être de notre train léger sur rail O-train, l'infrastructure est rarement nouvelle et à peine remarquée.

Plutôt, comme pour toute chose pratique faisant partie de notre quotidien, nous ne constatons son existence que lorsqu'elle n'est plus là, ou est brisée, ou s'il y a plusieurs personnes faisant la queue ou beaucoup d'attente – alors, il s'agit de : « mauvaise gestion à l'Hôtel de Ville » – et non une crise nationale de durabilité ou un déséquilibre fiscal national.

Et la réponse? Ne jetez pas le blâme sur autrui – réparez-le!

Alors que la « durabilité » est devenue une composante intégrale de la planification municipale pour répondre à chacun de ces défis, tout simplement et malheureusement le concept doit, encore à ce jour, naître entièrement en termes de sensibilisation du public.

Et peut-être que ceci est dû en grande partie à notre propre succès.

Partout au Canada, plus particulièrement ici à Ottawa, et depuis plusieurs générations, nos villes possèdent une excellente qualité de vie.

Et nos succès antérieurs deviennent pratiquement impossibles à répéter vu l'accroissement du déséquilibre fiscal et le manque de durabilité.

Et tandis que par l'entremise de la FCM nous avons réalisé des progrès considérables pour assurer le succès entourant la « Nouvelle Entente », il est évident que nous avons encore beaucoup de chemin à faire en ce qui a trait à la construction et la reconstruction de nos municipalités.

J'ai bon espoir que la FCM et les municipalités du Canada pourront bâtir des liens solides avec le nouveau gouvernement minoritaire conservateur dans le but d'aller de l'avant avec la « Nouvelle Entente ».

Mais pour y arriver, nous devons faire en sorte que la « durabilité » devienne un élément pertinent et tangible aux yeux du public.

Notre développement durable est basé sur la qualité de vie et notre environnement. Pour assurer la viabilité de nos communautés, nous devons demeurer compétitifs et avoir une économie forte.

Nos succès, quoique significatifs, nous ont simplement permis de progresser quelque peu.

Dorénavant, la durabilité doit être un projet national à long terme.

Et l'atteinte de la durabilité peut uniquement s'effectuer par l'union des politiques et des objectifs fédéraux, provinciaux et municipaux.

Il est important que les gouvernements fédéral, provinciaux et municipaux soient sur la même longueur d'onde en ce qui a trait à l'engrenage des politiques économiques et environnementales.

Par contre, en dépit du besoin constant d'un alignement multigouvernemental, les municipalités doivent démontrer du leadership en matière de durabilité au sein de leurs propres communautés, de même que maintenir de solides recommandations pour obtenir davantage et de plus solides alignements et partenariats auprès des gouvernements fédéral et provinciaux.

Par exemple, la Ville d'Ottawa met présentement en place une démarche dynamique en matière de conservation de l'énergie et de réduction des gaz à effet de serre.

Notre Conseil municipal a consenti à une étude de cas sur la transformation des déchets de plasma. Cette usine utilisera la chaleur intense pour transformer les déchets en électricité, et les matières solides inertes et réutilisables pourront servir de matériaux routiers dans un procédé qui n'est pas l'incinération et qui ne produit aucun rejet.

Nous construisons également une nouvelle installation à notre décharge du chemin Trail qui transformera le gaz méthane produit par la décharge en une quantité suffisante d'énergie électrique pour desservir 5 000 foyers. Ce projet contribuera à réduire le smog et les odeurs et permettra à notre ville d'épargner des millions de dollars en capital et en coûts d'exploitation. Le boni – il génère des revenus.

Notre usine d'épuration des eaux usées fonctionne au moyen de la cogénération. Elle génère sa propre puissance de fonctionnement à partir du gaz méthane.

Nous faisons également du projet Porchlight une initiative à la grandeur de la ville. Le projet Porchlight a pris naissance dans le sud d'Ottawa où, au dernier comptage, une ampoule écoénergétique avait été distribuée gratuitement à plus de 13 000 domiciles. Il s'agit d'un partenariat entre Hydro Ottawa, des commanditaires du secteur privé et des groupes communautaires à but non lucratif.

Il est impressionnant de savoir que si seulement deux de ces ampoules fluorescentes compactes étaient remplacées dans chaque foyer au Canada, cela équivaldrait à retirer 132 000 voitures de nos routes et autoroutes.

Cela est notre but en tant que ville – de s'attaquer à chaque domicile à Ottawa et d'élargir ensuite le projet à la grandeur du Canada.

Nous espérons entamer cet été les premiers travaux de la phase initiale de notre projet de train léger permanent – un projet de 725 millions de dollars qui créera un fractionnement du transport de 30 % pour le transport en commun.

La croissance intelligente et la durabilité nécessitent une planification à long terme. Les fonds d'infrastructure stratégiques, les taxes sur l'essence et les remboursements de TPS doivent être octroyés à LONG TERME.

Par exemple, l'approbation pour un site d'enfouissement nécessite environ 10 ans et le projet de train léger d'Ottawa a été élaboré pendant sept ans. Alors de quelle façon les municipalités

peuvent-elles planifier une infrastructure majeure avec des programmes qui sont identifiés comme étant à « court terme » ou abandonnés après deux ou trois ans?

C'est pourquoi la FCM et les maires des grandes municipalités continuent de demander un engagement financier de 20 ans de la part de tous les partis tant au niveau fédéral que provincial.

Nous ne pouvons construire une usine d'épuration des eaux usées ou un système de train léger sans des programmes de financement à long terme.

Les programmes spéciaux mènent à des déficits d'infrastructure ad nauseam – des villes canadiennes plus faibles se traduisent par à une compétitivité plus faible au niveau national.

Nous ne pouvons pas faire face à ces défis tout seuls. Notre objectif est de préparer des stratégies pour réussir et d'élaborer de nouvelles approches innovatrices afin de bâtir des villes viables pour tous.

Comme nous en avons été témoins au cours de la dernière élection fédérale, l'importance de résoudre le déficit de l'infrastructure ne figurait pas au premier plan de l'information des médias ni dans l'esprit des électeurs lorsque ce fut le temps d'inscrire un "x" sur le bulletin de vote. Et cela s'avère sans doute l'un des défis les plus urgents et les plus fondamentaux auxquels nous devons faire face – et non seulement en tant que gouvernements municipaux, mais aussi en tant que de nation toute entière.

À titre de maire d'une plus grande municipalité, je suis fier du leadership au sein de la FCM et du leadership au sein du Caucus des maires des grandes municipalités.

Pour Ottawa il s'agit de 60 millions de dollars par année à compter de 2005 plus 400 millions de dollars en financement de l'infrastructure pour notre projet de train TLR.

Je désire manifester ma gratitude envers l'ancien ministre de l'Infrastructure, John Godfrey, qui est parmi nous aujourd'hui et le remercier pour l'attention personnelle qu'il a portée aux « dossiers de la ville »; nous sommes tous optimistes que le flambeau sera remis à notre nouveau gouvernement conservateur et qu'il perpétuera et approfondira ledit partenariat entre le gouvernement fédéral, la FCM et les maires de nos plus grandes municipalités.

Lorsque nous avons débuté il y a 6 ans à travers le Canada, les médias, les commentateurs politiques et le public étaient sceptiques de tout succès. Nous avons réalisé un départ.

C'est notre but en tant que gouvernements municipaux de mettre en place des stratégies nationales pour atteindre le succès – des approches nouvelles et novatrices pour construire des villes durables qui œuvrent pour tous.

Et les résidents d'Ottawa s'attendent à ce que nous prenions les devants en matière de « durabilité » – ils exigent que les trois paliers de gouvernement soient sur la même longueur d'onde. Ils n'accepteront pas qu'ils se pointent du doigt ni qu'ils se lancent la balle.

Nous devons tous relever les manches et travailler ensemble pour tracer la route à suivre pour que nos villes soient viables et durables.

Il existe une crise de durabilité réelle et démontrable pour les municipalités canadiennes. Par contre, la nécessité est la mère de l'invention et il y a six ans, les maires du Canada se sont donné une mission – les maires du NPD, les maires conservateurs et les maires libéraux.

Nous poursuivrons cette mission, car elle s'avère nécessaire :

- Pour un environnement durable
- Pour une économie durable
- Pour une qualité de vie durable
- Pour un Canada durable

Nous demandons simplement l'occasion de poursuivre le travail en collaboration avec le gouvernement fédéral et nos provinces respectives.

Il s'agit d'une tâche raisonnable et réaliste – de travailler ensemble pour nos électeurs communs – d'aboutir à un alignement des politiques et des programmes pour la durabilité.